
H-France Salon

Volume 11, Issue 20, #1

Joyeux non-anniversaire, or the French Revolution reloaded. Rouvrir une histoire fatiguée

Guillaume Mazeau

Université Paris-1 Panthéon Sorbonne (Centre d'histoire du XIXe siècle) et Institut d'histoire du Temps Présent

Les historiennes et les historiens de la Révolution française appartiennent à un monde particulier. Qu'une année en « 9 » survienne et c'est l'effervescence. Les revoilà mobilisés, prêts à jouer le rôle que tout le monde attend d'eux et qu'ils s'assignent aussi eux-mêmes. Autant par sens de la fonction que par habitude, sans toujours bien savoir pourquoi, ils ont depuis longtemps accepté l'idée qu'une partie de leur métier consiste à périodiquement passer l'habit du *Birthday planner*, de l'expert en commémorations de leur propre objet d'étude. Pourtant, cela n'a rien de naturel ni d'évident et il est même possible que cela ne soit pas très sain.

2019 n'échappe pas à cette règle. Il est vrai qu'en France, la révolte des Gilets Jaunes a soudain très concrètement projeté la Révolution française, ses images, ses mots d'ordre et ses valeurs, dans une société qui semblait l'avoir depuis longtemps rangée sous le tapis. Le constat a été mille fois formulé : c'est d'abord en tant que joyau du patrimoine français ou universel qu'elle est soigneusement conservée et commémorée.¹ L'événement et ses radicalités sont, quant à eux, soigneusement mis à distance, d'où l'incompréhension et le rejet qu'ont suscité les révolutionnaires tunisiens en 2011 lorsqu'ils disaient se référer à 1789, ou les Gilets Jaunes lorsqu'ils reprenaient en main la mémoire de la Révolution.² Commémorer oui, mais de loin : comme nombre de leurs contemporains occidentaux, les Français n'aiment jamais mieux leur révolution qu'une fois s'être assurés que celle-ci a définitivement perdu sa fâcheuse tendance à remettre en cause l'ordre existant. Les révolutions décorent les murs de nos mairies, de nos tribunaux, de nos monuments et de nos musées comme des trophées. Mais nous disposons de bien moins d'outils pour comprendre la révolution que n'en n'avaient nos prédécesseurs du XIXe et du XXe siècle. Le néolibéralisme triomphant tourne le dos à l'idée même que la révolution puisse être un mode crédible du changement historique. Nous affirmons connaître « notre révolution » mais en réalité, nous lui sommes devenus plus étrangers que jamais.³

¹ Sophie Wahnich (dir.), *Histoire d'un trésor perdu. Transmettre la Révolution française*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013.

² Guillaume Mazeau, « La ronde des révolutions », *La Vie des idées*, 16 avril 2013. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-ronde-des-revolutions.html>.

³ Guillaume Mazeau, *La Révolution française. Une histoire au présent*, Paris, Fayard, à paraître en 2020.

Le régime commémoratif de l'histoire de la Révolution française

Au lieu de continuer à se lamenter de cette situation, il est peut-être temps d'en profiter.⁴ En France tout particulièrement, les historiens universitaires de la Révolution française se sont progressivement épuisés à force de vouloir à tout prix résister à reculons contre ce rejet. Cette histoire défensive, dans laquelle il fallait, comme sur le champ de bataille, tenir des positions, a longtemps pris la forme d'une écriture missionnaire.⁵ Ces historiens – presque tous des hommes – ont ainsi fortement contribué à l'écriture, à l'enseignement et à la vulgarisation du roman national républicain qui, visant à faire triompher la République par le combat culturel, ressemblait bien davantage à une pensée magique : passée au crible des valeurs républicaines, l'histoire de la nation, de ses moments forts et de ses héros était censée aider à convertir les Français en patriotes républicains. Pendant un long XXe siècle (est-il aujourd'hui tout à fait terminé ?), la grande majorité des historiens et des institutions universitaires de la Révolution française ont donc mis la recherche en histoire au service de la République. C'est ainsi que la chaire d'histoire de la Révolution française a été créée en 1886 par la mairie de Paris, puis pérennisée six ans plus tard en 1891 par décret ministériel à des fins aussi scientifiques que politiques : défendre le régime face à la persistance monarchiste, au cléricisme et à l'essor du nationalisme d'extrême-droite. En 1937, c'est un laboratoire qui voit le jour, de manière très exceptionnelle : doté de moyens et d'une visibilité hors normes, l'Institut d'Histoire de la Révolution française est officiellement chargé par le Front Populaire de bâtir des digues intellectuelles contre la montée fasciste. C'était une lourde charge à porter, qui dépassait probablement les pouvoirs de l'histoire. Et pourtant, c'est avec autant d'enthousiasme que de sens du devoir que ces historiens du XXe siècle ont endossé l'armure des soldats missionnaires, poursuivant, depuis l'Université, ce que les instituteurs, surnommés les « hussards de la République », faisaient déjà dans les écoles primaires : au-delà de leurs différences et controverses internes, au-delà de leurs engagements communistes souvent très critiques à l'égard de la République, ils acceptèrent de faire partie des porte-paroles du roman national et républicain de la Révolution. C'est pour cette raison que cette histoire fut, dès sa naissance, « publique » : sa nature hybride, entre science et activité civique, la vouait dès le départ à sortir des laboratoires et à enraciner les valeurs républicaines au sein de la société française.

Les historiens ont donc toujours activement participé aux anniversaires officiels : en 1889, en 1939 et surtout en 1989, Alphonse Aulard, Georges Lefebvre, Albert Soboul et Michel Vovelle ont profité des commémorations pour faire de la vulgarisation et de la pédagogie républicaine.⁶ Ce mélange des genres était alors compréhensible : face à la popularité de l'histoire monarchiste, soutenue par l'Académie française ou par les grandes maisons d'édition, les historiens universitaires se sont efficacement appuyés sur les institutions républicaines pour mener leur combat culturel. Au prix de la contradiction : eux-mêmes accusés de présumés contre-révolutionnaires, leurs adversaires n'eurent aucun mal à dénoncer les partis-pris qu'impliquait cette dépendance intellectuelle et même professionnelle à l'égard du régime républicain. Si ces liens de proximité ont permis à l'histoire de la

⁴ Je suis ici les positions de Jean-Claude Milner, *Relire la Révolution*, Lagrasse, Verdier, 2016.

⁵ Voir Olivier Bétourné, Aglaia I. Hartig, *Penser l'histoire de la Révolution : deux siècles de passion française*, Paris, La Découverte, 1989 et Patrick Garcia, *Le Bicentenaire de la Révolution Française. Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS Éditions, 2000

⁶ Voir Pascal Ory, *Une nation pour mémoire : 1889, 1939, 1989, trois jubilés révolutionnaires*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

Révolution française d'atteindre une large exposition publique ainsi qu'un statut d'exception au sein des institutions de la recherche ou de l'enseignement de l'histoire, ils l'ont aussi sclérosée et en ont fragilisé la légitimité intellectuelle. Le roman national peut-il éviter d'être frappé du syndrome de la ligne Maginot ? Dans les salles de classe, cette conception magistrale et morale de la pédagogie favorable à la Révolution française n'a jamais réussi à convertir les élèves en bons républicains, comme l'ont montré les récentes recherches de terrain sur la didactique de l'histoire.⁷ Dans l'espace public, le même doute est permis, faute de toute forme d'évaluation d'impact des politiques de mémoire.⁸ Il est fort peu probable que l'incroyable énergie déployée par les historiens missionnaires, ou que l'avalanche de crédits débloqués par les pouvoirs publics lors des grandes commémorations du XXe siècle aient réussi à attirer les sceptiques ou les partisans de l'extrême-droite du côté des valeurs de 1789. Enfin, cette fonction civique et officielle de l'histoire universitaire l'a, il faut bien le reconnaître, coupée de certaines populations dont l'expérience vécue différait violemment de la version édulcorée et apologétique du roman national. Les silences sur le sort des femmes, des habitants des colonies ou sur la répression des opposants au régime, en particulier en Vendée, ont paradoxalement entretenu la défiance à l'égard des historiens universitaires.⁹ Ciblant ces derniers comme des « historiens officiels », toute une histoire conservatrice et démagogique eut beau jeu de se présenter comme l'histoire « véritable » ou « incorrecte », affirmant prendre la défense des oubliés de la propagande républicaine et universitaire. Mais ce n'est pas tout : l'influence du roman national républicain a aussi beaucoup neutralisé le pouvoir critique de cette histoire, qui se présentait pourtant comme une source d'émancipation. Décrite par ses acteurs mêmes comme un bastion assiégé par le royalisme, le cléricisme, le fascisme puis par le libéralisme conservateur, l'histoire académique de la Révolution française s'est progressivement spécialisée dans la défense pied à pied des héritages de 1789. Un peu malgré eux, un peu consciemment, les historiens universitaires ont donc été conduits à protéger des acquis, tenir des positions, faire des bilans de santé de la Révolution (est-elle morte ? bouge-t-elle encore ?) et dresser des constats. Ils se sont donc souvent comportés en légataires et en gestionnaires de patrimoine, avant tout soucieux d'en préserver la valeur. Difficile, dans ce contexte, de ne pas perdre le contact avec ce qu'est un événement et *a fortiori* une révolution : un surgissement imprévisible, un bouillonnement complexe, remué par des mouvements contraires, un puissant désir d'effraction dans l'ordre des choses. Il ne faudrait pourtant pas excessivement noircir le tableau ni faire la leçon *a posteriori* : vu le contexte difficile dans lequel elle s'est écrite (le XIXe et ses crises régulières, le XXe siècle et ses grands conflits), cette histoire impressionne par sa combativité, qui fut longtemps nécessaire, ainsi que par son inventivité, dont la trajectoire de Michel Vovelle forme le condensé final.¹⁰ Évidemment, depuis la fin du XXe siècle, de nombreux travaux attestent d'un profond renouveau collectif : cette histoire s'est décentrée, elle s'est bien sûr ouverte aux échelles globales ainsi qu'à l'histoire des minorités. Mais le

⁷ Laurence De Cock, « La Révolution française dans les récits d'élèves : quelques indices de la (dé)politisation d'un événement historique », *À L'École de Clio*, 17 août 2015, dossier n°1 « Récits et mises en texte du passé. École, musées, littérature », accessible en ligne : <https://ecoleclio.hypotheses.org/169>.

⁸ Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc, *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2017.

⁹ Voir l'ensemble des livres de Jean-Clément Martin sur la Vendée et sa mémoire, et notamment le dernier, pour mesurer l'impact de ces effacements : Jean-Clément Martin, *La Vendée de la Mémoire, 1800-2018*, Paris, Perrin, 2019.

¹⁰ Voir Jean-Numa Ducange, *La Révolution française et l'histoire du monde. Deux siècles de débats historiques et politiques 1815-1991*. Armand Colin, 2014.

roman national républicain de la Révolution continue d'être porté, plus ou moins consciemment, comme un fardeau, non seulement par les chercheurs français, mais également par une partie de ceux qui, dans le monde, ont fait de l'événement leur terrain d'étude.

L'épuisement de la tradition missionnaire

L'histoire française de la Révolution française présente la particularité de s'être particulièrement intéressée aux questions de la pédagogie et de la vulgarisation en général. Depuis les réflexions d'Alphonse Aulard (notamment *Polémique et histoire*, 1904) et de Georges Lefebvre (*Réflexions sur l'histoire*, 1978), l'enseignement n'a cessé de préoccuper ces historiens, parfaitement conscients de l'importance de la transmission scolaire dans le combat contre les instrumentalisation de la Révolution française par l'extrême-droite. Travaillant avant la grande vague de démocratisation scolaire du dernier tiers du XXe siècle, ces historiens ont par ailleurs vite compris que face aux succès populaires des romans noirs de la Révolution, la recherche publique ne touchait qu'une audience confinée. Ils ont donc aussi multiplié les livres de vulgarisation, comme Albert Mathiez avec sa *Révolution française* (1921), espérant « vulgariser sans abaisser », selon la devise de la collection d'Armand Colin, ou comme Albert Soboul et son *Précis d'histoire de la Révolution française* (1962). Grâce aux Éditions Sociales, liées au Parti communiste, aux collections « Études révolutionnaires » de la Société des Études Robespierriennes ou au soutien de la maison Armand Colin, cette histoire universitaire a par ailleurs pu compter sur d'efficaces canaux de diffusion pour parler au « grand public ». Le succès des publications du Bicentenaire (1989) comme *L'État de la France pendant la Révolution* (La Découverte, 1988), dirigé par Michel Vovelle, ou celui, plus récent mais moindre, de *La Révolution française. Une histoire toujours vivante* (Michel Biard (dir.), 2009), témoignent de cette volonté constante, même si, en France, c'est l'autre école, la libérale qui, fondée après la Seconde guerre mondiale, remporte rapidement les plus gros succès avec le livre de Denis Richet et François Furet intitulé *La Révolution*, en 1965. Les historiens universitaires de la Révolution française se sont par ailleurs aussi signalés par leur présence dans la presse : très tôt, Aulard écrit dans *La Justice* et *Le Progrès civique*, Mathiez écrit ainsi dans *L'Humanité*, *L'Internationale*, mais aussi *Le Populaire de Bourgogne*.

Et pourtant, dès les années 1930, les universitaires sont les perdants de la « bataille du public » qui les oppose depuis la fin du XIXe siècle aux historiens royalistes, ou proches des nouvelles droites nationalistes.¹¹ Les causes en sont multiples. Certaines d'entre elles tiennent évidemment à la difficulté supplémentaire consistant à proposer une pensée complexe, appuyée sur des notes de bas de pages, en s'adressant au plus grand nombre. D'autres renvoient aux liens étroits qu'ont entretenus les historiens conservateurs avec les grandes maisons de presse et d'édition comme Plon, Grasset, Perrin ou Gallimard, ou encore avec les institutions comme l'Académie française, à laquelle appartiennent les historiens royalistes Louis Madelin ou Pierre Gaxotte. Mais les causes de cette défaite sont aussi à chercher du côté des habitudes du monde universitaire. Le lien de fidélité que les historiens universitaires français ont longtemps cultivé avec la Révolution s'est parfois transformé en lien d'exclusivité, coupant excessivement la recherche du « monde profane ». Se considérant

¹¹ Guillaume Mazeau, « La bataille du public », dans Sophie Wahnich (dir.), *Histoire d'un trésor perdu. Transmettre la Révolution française*, op. cit., p. 345-367, en version intégrale et en ligne ici : <https://aggiornamento.hypotheses.org/1397>. ; Jean-Luc Chappey et Guillaume Lancereau, « L'histoire à l'épreuve du feu », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 33, 2018, p. 107-128.

comme les dépositaires les plus légitimes de 89, ces historiens ont formé une communauté soudée par des diplômes, des positionnements politiques voisins (avant l'apparition de l'« école libérale » de l'EHESS), par des institutions, mais aussi par des rituels collectifs (comme le jadis fameux « grand séminaire » de la Sorbonne) et, enfin, par des codes d'écriture qui, autant qu'ils entretenaient le feu révolutionnaire, excluaient ceux qui ne les maîtrisaient pas. L'emploi persistant du calendrier républicain comme mode de datation, le recours à l'érudition pointilleuse mais pas toujours utile, ou, enfin, la difficulté à se détacher d'une histoire personnelle des héros de la Révolution n'en sont que des traces contemporaines. Pratiquée de manière inconsciente, cette histoire de connivence a évidemment limité la capacité de l'histoire universitaire à se faire comprendre et à conquérir de nouveaux publics au XXe siècle, expliquant en partie le triomphe des récits royalistes de Madelin, de Gaxotte ou de Gosselin Lenôtre – jusqu'à leurs successeurs médiatiques actuels comme Stéphane Bern ou Lorant Deutsch. Tout en se démultipliant dans l'espace public, les historiens universitaires de la Révolution française se privaient en même temps des outils pour populariser l'histoire qu'ils avaient à défendre.

Cette tradition de présence publique est sans doute une spécificité française dans le champ des études révolutionnaires : si David Bell est par exemple connu pour sa collaboration à la rédaction de la *New Republic* et à d'autres journaux, ce n'est pas nécessairement en tant qu'historien de la Révolution française, ce qu'il n'est pas seulement par ailleurs, et encore moins pour promouvoir la Révolution. Pourquoi la France serait-elle terre d'exception dans cette âpre volonté de conquérir l'espace social ? En raison du rôle très fort et persistant qu'y tient le passé révolutionnaire dans les débats publics. En raison, aussi, de la forte implication des pouvoirs publics dans la mise au point et la diffusion d'une histoire nationale à l'école. Être historien de la Révolution française en France, c'est toucher à un mythe collectif très puissant dont il est très difficile, voire impossible, de se détacher soi-même. Armés des meilleures intentions, les historiens universitaires français ont été pris dans le bain bouillonnant d'une histoire tout sauf réglée. Il a fallu, en 1993, le regard un peu cruel et surtout amusé de Steven Kaplan pour prendre conscience que le monde universitaire français entretenait depuis longtemps, tout comme les autres groupes sociaux, un rapport névrotique voire œdipien avec « leur » Révolution : dans *Adieu 89*, l'historien américain décrit le Bicentenaire de 1989 comme un dernier voyage collectif, un ultime rituel de fondation auquel se serait livrée une société lointaine. Dans cette prise de congé avec l'événement fondateur de la communauté, les historiens universitaires auraient, selon Kaplan, joué le rôle de grands-prêtres médiatiques.¹² « Adieu 89 » ? Et pourquoi pas : profitons de ce détachement pour réajuster notre propre rapport à ce passé qui, dans les siècles passés, ne passait pas, et, peut-être, rendre l'histoire universitaire plus puissante dans l'espace public.

Occuper autrement l'espace public

Pourquoi faudrait-il le faire maintenant ? Et comment serait-il possible de partager l'histoire de manière nouvelle, en rompant avec cette conception missionnaire qui a fait passer les universitaires de la conquête à l'endiguement, avant de céder à l'épuisement ? Il faut lire les derniers écrits de Michel Vovelle (*La bataille du Bicentenaire de la Révolution française*, 2018) pour mesurer ce sentiment de défaite et d'impasse dont nous devons tirer leçon. Les raisons pour lesquelles les historiens universitaires devraient davantage assumer leur fonction sociale dépassent de loin le cas particulier de la Révolution française. Elles sont liées au rôle nouveau que joue le passé dans nos sociétés. Depuis les années 1960, notre rapport au

¹² Steven L. Kaplan, *Adieu 89*, Paris, Fayard, 1993.

temps a progressivement changé. Le passé joue désormais un rôle inédit au sein des pratiques politiques, des relations sociales, mais aussi de la fabrique des identités individuelles. En somme, l'histoire est plus que jamais un outil de pouvoir. Et en raison des progrès de la scolarisation et de la diplomation, celles et ceux qui pratiquent l'histoire sont bien plus nombreux qu'auparavant. Cette nouvelle donne relativise automatiquement notre place dans la fabrique collective de l'histoire. Nous ne pouvons pas ne pas en tenir compte. En ces temps de très forte sensibilité sociale à l'histoire, pouvons-nous nous tenir encore si éloignés des places publiques ?

Rien n'est moins sûr : cette démocratisation massive de l'histoire s'accompagne, la « crise » démocratique aidant, d'une forte remise en cause des institutions classiques du savoir. Les historiens universitaires ne sont depuis longtemps plus crus sur parole, et c'est tant mieux. Mais même s'il ne faut pas croire que la « post-vérité », les « faits alternatifs » ou même le complotisme et les rumeurs gouvernent de plus en plus la fabrique des opinions, il est évident que les ressources communes pour accéder aux savoirs savants, les critiquer voire les concurrencer, sont de plus en plus accessibles et facilement utilisables. En tant d'enseignants et chercheurs, nous ne pouvons que nous réjouir de cette appropriation collective de l'histoire par les « non-initiés ». ¹³ Pourtant, ce n'est plus seulement le doute qui entoure la science historique : c'est un vrai sentiment de défiance, auquel il serait suicidaire de répondre par l'ignorance ou le repli.

Pour justifier ce qu'ils apportent de plus que les autres dans la fabrique publique du passé, les historiens de la Révolution française, comme leurs collègues, n'ont peut-être qu'une méthode à proposer, fondée sur les faits, sur les preuves et la recherche de la vérité. Ce n'est que cela mais c'est déjà beaucoup, et c'est tant mieux : nous pouvons ainsi plus facilement remiser les costumes de maîtres qui donnaient à penser que les universitaires parlent d'autorité. En proposant une histoire à la fois plus fragile, réflexive et ouverte aux contradictions, mais forte de sa méthode, nous avons tout à gagner à nous jeter vigoureusement dans l'arène. Il est plus que temps. Une enquête récente menée sur plusieurs milliers de collégiens et sur des lycéens montre combien les évolutions de la recherche, qui sont réelles, restent confidentielles et impuissantes à changer les imaginaires sociaux : pour la plupart des élèves, la Révolution française reste spontanément associée aux pires clichés du roman national, aux figures de Louis XVI et de Marie-Antoinette, mais aussi à la violence et à la guillotine. ¹⁴ Dans ces conditions, pouvons-nous continuer à ne pas trop nous intéresser à la diffusion et au partage social de notre savoir ?

Il y a dans cette persistance plus qu'un hasard : à la télévision, qui reste, il faut le rappeler, le principal média populaire avant internet, les émissions d'histoire, y compris sur les chaînes de service public, sont exclusivement confiées à des journalistes et présentateurs royalistes comme Stéphane Bern ou Lorant Deutsch, pour lesquels les peuples ne jouent aucun rôle dans les événements. ¹⁵ Ainsi, les légendes noires exercent-ils encore en France une quasi-hégémonie culturelle. Cette mémoire contre-révolutionnaire fait recette. Elle explique en partie le grand succès du parc de loisirs du Puy du Fou, dont les chiffres d'affluence viennent

¹³ Laurence De Cock, Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau, *L'histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019.

¹⁴ Françoise Lantheaume, Jocelyn Létourneau (dir.), *Le récit du commun. L'histoire nationale racontée par les élèves*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2016.

¹⁵ William Blanc, Aurore Chéry, Christophe Naudin, *Les historiens de garde. De Lorant Deutsch à Patrick Buisson : la résurgence du roman national*, Paris, Libertalia, 2016.

juste derrière Disneyland Paris. Fondé en 1977 dans une région qui subit des massacres de masse et des crimes de guerre pendant une partie de la guerre civile révolutionnaire (surtout entre 1793 et 1794), ce parc a d'abord fondé son succès sur l'exaltation chrétienne de la Contre-Révolution. Joué par des milliers de bénévoles locaux, le spectacle nocturne d'origine (la « cinéscénie ») propose encore aujourd'hui une vision de la Révolution « par le bas », comme si la dénonciation des horreurs de la Révolution était plus « vraie », car plus authentique, locale et populaire, que l'histoire universitaire « officielle ». Appelé « Le Dernier Panache », le dernier spectacle monté par le parc fait quant à lui l'éloge du chef royaliste et vendéen Charrette, présenté au public comme un ardent défenseur de la liberté... Il est évidemment très difficile de mesurer les effets concrets de tels discours. Mais une chose est sûre : la vague néolibérale de ces cinquante dernières années a participé à banaliser des idées qui, jusqu'aux années 1980, étaient plutôt portées par les extrêmes-droites : ce ne sont plus seulement les phases radicales de la Révolution française qui sont amalgamées avec les totalitarismes, ou, récemment, avec Daesh, c'est toute la Révolution elle-même, ses idées et ses valeurs, qui est mise en cause. Non seulement l'imaginaire, mais l'histoire même de la Révolution française en ressortent aujourd'hui abîmés, broyés, retournés.¹⁶ Le discrédit frappe maintenant le fait révolutionnaire en général : le surgissement de la révolution islamique en 1979, l'effondrement des régimes communistes à la fin du XXe siècle, la critique de mai 68, le progrès des idées de « fin de l'histoire » ou de « présentisme », ont accredité l'idée que la révolution ne pouvait être une solution crédible face au libéralisme « réformateur », pour changer de vie et de société.¹⁷

Le monde académique ne sort pas indemne de cette « révolution conservatrice », comme l'appelle Didier Eribon (*D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, 2007) : aux États-Unis, en Australie, les études révolutionnaires souffrent de la crise des études européennes en général. En France, l'empire institutionnel de l'histoire de la Révolution française qui avait été édifié en réseau au XXe siècle s'effondre petit à petit, comme le montrent la perte de plusieurs chaires universitaires, et en particulier la fermeture de l'Institut d'histoire de la Révolution française en 2015.

Et pourtant, à condition d'être reprise, réamorcée, l'histoire de la Révolution française a son rôle à jouer dans le monde actuel.¹⁸ Car si nos contemporains se sont éloignés des révolutions qui les ont en partie constitués, s'ils ont de toute évidence plus de difficultés à les penser, ces révolutions n'ont manifestement pas disparu de la circulation. Dans une partie du « monde arabe », de l'Amérique latine, de l'Afrique subsaharienne et même de l'Europe, comme le montre le récent mouvement des Gilets Jaunes en France, de nombreux soulèvements populaires très divers et plus ou moins radicaux, ont rappelé cette évidence : la révolution et son envers, la contre-révolution, sous différentes formes et visions du monde, continuent et continueront de faire partie des combustibles de l'histoire humaine. Dans les années récentes, de nombreux insurgés se sont d'ailleurs directement réclamés de la Révolution française. De ce fait, l'histoire de la Révolution française continue d'être une activité d'avenir et d'utilité publique, mais à la condition expresse d'en faire un laboratoire ouvert et de couper les ponts avec le « Quatre-vingt-neuf-centrisme » : le réflexe consistant à vouloir reconnaître dans

¹⁶ Michael Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche*. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981), Marseille, Agone, 2004.

¹⁷ Ludivine Bantigny, *Révolution*, Paris, Anamosa, 2019.

¹⁸ Laurence De Cock, Guillaume Mazeau, « Que reste-t-il de notre révolution ? » dans Philippe Bourdin et Cyril Triolaire (dir), *Enseigner la révolution française et l'Empire*, Paris, Belin, 2015, Conclusion.

toute nouvelle révolution un héritage ou une réapparition de 89, la tradition missionnaire consistant à faire l'histoire de la Révolution pour défendre cette dernière ou en promouvoir le « modèle », la tentation, enfin, de croire qu'une expertise sur 1789 autorise à se présenter en tant qu'avant-garde ou prophète des révolutions à venir, ne sont que des vestiges du vieux roman national et républicain français qui, jadis compréhensibles, conduisent aujourd'hui cette histoire à la marginalisation scientifique, mais aussi à l'impuissance politique et sociale.

Régulièrement sollicités par les médias, les historiennes et historiens de la Révolution française sont peut-être plus attentifs qu'autrefois à la manière dont ils y interviennent : il y a quelques années, cette question a fait l'objet d'un article dans les *Annales historiques de la Révolution française*.¹⁹ Ces historiennes et historiens universitaires ont d'ailleurs souvent répondu, dans l'ensemble du monde occidental, au récent besoin de réflexion collective provoqué par *Occupy Wall Street*, le mouvement des Indignés, les « révolutions arabes », et, plus récemment, par la révolte des « Gilets Jaunes ». Ce rôle d'experts en révolutions est assez ancien, mais il se renouvelle : plus ouverts aux échelles globales et aux questions coloniales, méfiants envers le mythe de la « Grande Nation », de plus en plus d'historiens savent bien mieux qu'autrefois trouver la juste mesure pour comparer les événements du présent avec la Révolution française, quitte à refuser de « jouer le jeu » des analogies habituelles lorsqu'il le faut²⁰ ou à faire le tri entre les vraies reprises, les réinventions ou les récupérations du passé révolutionnaire.²¹ Même si les habitudes résistent souvent, quelque chose est en train de changer dans notre rapport à la société : nous savons désormais mieux que notre qualité d'experts de la Révolution française ne fait ni de nous des prophètes en révolutions, ni des porte-paroles de l'émancipation. Nous refusons aussi de plus en plus d'accréditer l'idée selon laquelle tous les soulèvements et toutes les références du présent seraient des preuves de la « survie » ou de la « reprise » de 1789. Ce nouveau positionnement n'est pas le signe de la « mort » de l'histoire de la Révolution française. Il rend au contraire possible son renouveau.

Toutes les traditions ne se perdent pas : les historiens universitaires de la Révolution s'engagent volontiers dans des associations en partie tournées vers l'intervention publique, comme la Société des Études robespierristes, dotée d'un blog actif, dans des collectifs collaboratifs en ligne comme *Révolution Française.net*. *L'esprit des Lumières et de la Révolution*, ou même le Comité de Vigilance sur les Usages publics de l'histoire.²² Certains d'entre eux perpétuent l'habitude de tenir chronique, comme Sophie Wahnich dans *Libération* ou Pierre Serna dans *L'Humanité*. La corporation garde l'idée que sa fonction est de sortir de temps en temps la tête des bibliothèques ou des salles d'archives pour dévoiler publiquement les mensonges ou les récupérations dangereuses dont la Révolution française continue de faire l'objet. Les exemples sont très nombreux. Mais citons celui du 4 février 2016, lorsqu'Hervé Leuwers avait dénoncé les comparaisons entre la « Terreur » et l'État islamique (« Non, la

¹⁹ Annie Duprat, Cécile Guérin, Aurore Chery, Pascal Guimier, Pierre Serna, Roland Timsit, Emmanuel Laurentin et Emmanuel Fureix, « La Révolution française dans l'espace médiatique », *Annales historiques de la Révolution française*, 376, avril-juin 2014, p. 135-161

²⁰ Jean-Clément Martin, « Le renvoi à 1789 égare plus qu'il n'éclaire », *Le Monde*, 11 février 2011 et David Andress, « Liberty, Equality, Fraternity...Zuccotti? », *The Wall Street Journal*, 18 octobre 2011.

²¹ Guillaume Mazeau, « Le recours aux cahiers de doléances témoigne de la volonté des sans-voix de mettre le pied dans la porte de l'histoire », *Le Monde*, 19 janvier 2019

²² Société des Études robespierristes : <http://www.etudesrobespierristes.com/> ; CVUH : <http://cvuh.blogspot.com/>. Révolution Française.net : <https://revolution-francaise.net/>.

Révolution française n'aide pas à comprendre Daesh. Les comparer est un non-sens », L'Obs). Sans recourir au réflexe de l'histoire missionnaire, les historiens académiques de la Révolution française ne peuvent ignorer les enjeux politiques de leur objet d'étude. Ils gardent une fonction sociale particulière : transmettre l'histoire d'un événement qui fait partie du bien commun, participer à son appropriation populaire, contribuer, enfin, à l'émancipation des consciences historiques et politiques.

Les nouveaux territoires de l'histoire universitaire

Ces dernières années, et particulièrement depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, les réflexions sur l'enseignement de l'histoire se multiplient. Les historiens de la Révolution participent à cette réflexion, comme le montrent deux publications récentes : *Comprendre et enseigner la Révolution française. Actualité et héritages* (2016), dirigé par Philippe Bourdin et Cyril Triolaire, mais aussi *Teaching Representations of the French Revolution* (2019), dirigé par Julia Douthwaite, Antoinette Sol et Catriona Seth.

Le développement d'internet a permis de nombreuses initiatives de vulgarisation de la recherche. En 2003, un groupe de chercheurs coordonné par Jack Censer et Lynn Hunt a lancé le site « *Imaging the French Revolution* », ²³ mis au point pour *l'American Historical Review*. Ces sept chercheurs y réfléchissent sur les foules révolutionnaires à partir d'un corpus commun de 42 images d'archives, consultable en ligne. Mais ce site ne se limite pas à la diffusion d'analyses savantes : on peut aussi lire dans la rubrique « discussion », les réactions des historiennes et historiens à six questions posées. Une partie essentielle de la recherche, mais habituellement réservée aux spécialistes, est ainsi ouverte au grand public. De grandes bases de sources ont également pu être numérisées et mises à disposition des chercheurs et du public. En 2013, l'université de Stanford et la Bibliothèque nationale de France ont ainsi lancé le site des « Archives numériques de la Révolution française », conçu par Dan Edelstein : il est aujourd'hui possible d'y consulter les *Archives parlementaires* ainsi qu'un corpus de 14000 images de la période révolutionnaire. La Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne pilote aussi une numérisation complète des *Archives Parlementaires* est aussi en cours en France, mise en ligne sur le portail Persée. ²⁴ Mené par une équipe d'historiens de la Révolution et de l'Empire rattachés au CHEC (Université de Clermont-Ferrand) et de littéraires spécialistes des théâtres français et étrangers de la période, le récent projet *Therepsicore* permet d'accéder à une base de données consacrée au théâtre de la période révolutionnaire. ²⁵ Citons aussi le projet Baudouin, piloté par Anne Simonin et Pierre Serna, qui met depuis 2014 à la disposition de tous la collection de 20 047 décrets émis par les assemblées révolutionnaires, ²⁶ ainsi que le projet ACTAPOL, futur dictionnaire en ligne des députés de la Convention nationale. ²⁷ Tout cela relève plus de la diffusion de la recherche et de ses outils à destination des chercheurs que de la vulgarisation vers le grand public. L'*open access* n'est pas une recette magique : transmettre, ce n'est pas uniquement mettre de l'information à libre disposition, c'est expliquer, accompagner, permettre l'appropriation pour enfin s'effacer. Pourtant, en donnant à voir les archives publiques de la Révolution française, ces initiatives peuvent contribuer à dissiper les légendes selon lesquelles les universitaires seraient aux commandes d'une « histoire officielle » et cacheraient consciemment certaines

²³ <http://chnm.gmu.edu/revolution/imaging/essays.html>.

²⁴ <https://www.persee.fr/collection/arcpa>.

²⁵ <https://therepsicore.msh.uca.fr/>.

²⁶ <http://collection-baudouin.univ-paris1.fr/>.

²⁷ <https://actapol.hypotheses.org/>.

vérités au public. Le projet « French Revolution network : Revolutionary transitions from the eighteenth century to the present », publié de 2013 à 2016 sur la plateforme de blogs académiques [hypotheses.org](https://revolution.hypotheses.org/), visait davantage à vulgariser : rassemblant des contributeurs britanniques, australiens, états-uniens et français, il proposait des articles courts, encore consultables et mettant en tension le présent avec le passé révolutionnaire.²⁸ Depuis quelques mois, plusieurs jeunes chercheurs français animent le blog *Échos des Lumières* dans la même perspective ; en 2011-2012, j'avais moi-même tenu un blog similaire, intitulé *Lumières du Siècle*.²⁹

Après les années 1970, après la déferlante du Bicentenaire, ces dernières années ont vu la fiction et la création artistique s'emparer de l'histoire, pour la bousculer. Les historiens universitaires en ont d'ailleurs fait un de leurs terrains de collaboration ou d'expression. Au théâtre, le succès exceptionnel et parallèle de la comédie musicale *Hamilton* et de *Ça Ira (1) Fin de Louis* (2015) aux États-Unis et en France, en témoigne.³⁰ En 2009, dans *Notre terreur*, centrée sur le Comité de salut public, Sylvain Creuzevault était arrivé, à rouvrir les plaies de la guerre civile et de l'état d'exception devant les yeux des spectateurs du début du XXI^e siècle. Dans sa pièce *Ça Ira (1) Fin de Louis*, Joël Pommerat avec qui j'ai travaillé pendant plus d'un an, réussit à donner à la Révolution française une présence politique à la fois complexe et sensible, déjouant les clichés du roman national républicain.³¹ C'était, aussi, le projet de Marcel Bozonnet et Judith Ertel dans leur pièce *Soulèvement(s)* (2015), à laquelle avait collaboré Sophie Wahnich.

D'heureuses tentatives ont récemment renouvelé l'histoire visuelle de la Révolution, auxquelles les historiennes et historiens n'ont pas toujours été étrangers, comme sources d'inspiration ou comme experts. La bande dessinée aide tout particulièrement à poser de nouveaux regards sur l'événement.³² En 2018, Hervé Leuwers a prolongé ses travaux sur Robespierre en contribuant à une bande dessinée (Mathieu Gabella, Roberto Meli et Hervé Leuwers, *Robespierre*, 2017). Cette année, Florent Grouazel et Younn Locard ont livré le premier volume d'une trilogie dessinée qui, préfacée par Pierre Serna et inspirée des derniers travaux universitaires, parvient à s'en libérer en renouvelant le genre de la fresque didactique.³³

Significativement, probablement parce qu'ils sont peut-être spécifiquement armés pour appréhender les enjeux politiques et sociaux du passé, les historiens de la Révolution française s'intéressent depuis longtemps aux usages publics de l'histoire de « leur » objet. Les multiples travaux sur la mémoire ou les commémorations, d'abord développés dans les années

²⁸ <https://revolution.hypotheses.org/>

²⁹ <https://echosdeslumières.home.blog/>.

³⁰ Écouter en ligne le podcast sur *Hamilton* de *Paroles d'histoire*, réalisé par l'historien André Loez : <https://parolesdhistoire.fr/index.php/2018/07/11/16-hamilton-lhistoire-de-la-revolution-americaine-en-musique-et-sur-scene/>.

³¹ Voir le dossier en ligne sur la pièce : « Usages de l'histoire, fétiches de la Révolution. Retour sur *Ça ira (1) Fin de Louis* de Joël Pommerat », un entretien entre Patrick Boucheron, Guillaume Mazeau et Sophie Wahnich : <https://www.theatre.com/2017/04/21/usages-de-lhistoire-fetiches-de-revolution/>.

³² Une excellente mise au point de Paul Chopelin, « La Révolution française en bande dessinée. Actualité de l'édition », *Annales historiques de la Révolution française*, N°398 (4/2019), p. 147-172.

³³ Florent Grouazel et Younn Locard, *Révolution, I. Liberté*, Arles, Actes Sud/L'An 2, 2019.

1980 autour de Jean-Clément Martin sur la Vendée ou le Puy du Fou, de Patrick Garcia ou Michel Vovelle sur le Bicentenaire et, enfin, de Nathalie Petiteau sur l'Empire, ont inspiré de nombreuses recherches sur les appropriations et braconnages populaires de la Révolution, dans lesquelles l'historienne et l'historien se faisaient enquêteurs de terrain et ne se plaçaient pas en instances supérieures de jugement. Le Bicentenaire de la Révolution française a été pensé comme un grand moment de vulgarisation : alors que de nombreux livres étaient massivement diffusés par les éditions du Bicentenaire, les historiens ont exercé une fonction publique et médiatique qu'ils n'avaient auparavant jamais occupée. Dans le château de Vizille, un des berceaux de la Révolution, un grand musée fut créé de toutes pièces en 1983 dans le but avoué de transmettre l'héritage révolutionnaire, complétant le travail fait depuis la fin du XIXe siècle par le musée Carnavalet. Ici comme à la Conciergerie, à Paris, dont le parcours de visite fut retouché en 1989 par Antoine de Baecque avant que je le renouvelle en 2016, il s'agissait de contrer la puissance de la mémoire royaliste qui, depuis le XIXe siècle, dominait le discours muséal. Ces institutions continuent de vulgariser l'histoire de la Révolution française, comme l'atteste la récente exposition *Heurs et malheurs de Louis XVII, arrêt sur images* (2018), conçue par Alain Chevalier, Paul Chopelin et François de Vergnette.

Depuis plusieurs années, la littérature se saisit elle aussi à nouveau de la matière révolutionnaire. Une partie de la vulgarisation de la recherche sur la Révolution vient d'ailleurs de spécialistes de littérature, comme le montre le carnet de recherches *Littérature et Révolutions* d'Olivier Ritz ou le blog WordPress *A Revolution in fiction* de Julia Doutwaithe, notamment dédié aux usages artistiques de la Révolution française.³⁴ Si les auteurs font rarement appel aux experts (j'avais quand-même relu les épreuves du *Bouffon de la Montagne* que Christophe Bigot avait publié en 2016 aux Éditions de La Martinière), cela ne veut pas dire qu'ils ne se nourrissent pas de la recherche historique, lorsque leur démarche les y amène. L'exemple le plus frappant est certainement celui d'Éric Vuillard : le récit qu'il livre de la prise de la Bastille dans *14 juillet* (Actes Sud, 2016) s'inscrit dans une tradition fictionnelle volontiers romantique ou épique, mais il est aussi habité par une ambition documentaire venant de sa lecture des archives ainsi que par celle des travaux de Georges Lefebvre, d'Haim Burstin ou de Timothy Tackett. De cette démarche, la fiction et l'histoire ressortent toutes deux plus puissantes : au fil de cette écriture de crête, Vuillard nous entraîne dans le tourbillon de l'événement depuis l'expérience qu'en font ses protagonistes les plus humbles et fait entrer en vibration les temps historiques.

Dans ce nouveau contexte ici résumé, il semblait intéressant de donner la parole à trois collègues de l'Université habitués à emprunter des chemins de traverse, mais aussi à un artiste habité par l'histoire de la Révolution française. Nous avons donc demandé à Martial Poirson, professeur d'histoire culturelle, de littérature et d'études théâtrales à l'Université Paris 8, à Jenifer Popiel, Associate Professor d'Histoire à l'Université de Saint Louis, à Pierre Schoeller, réalisateur, et à Sophie Wahnich, directrice de recherches au CNRS de nous raconter comment ils participent à une nouvelle forme de narration et de transmission de l'histoire de la Révolution française. En rappelant comment son rapport personnel s'est construit avec l'histoire de la Révolution française, Jennifer Popiel présente un projet pédagogique stimulant. Mené depuis le début des années 1990 au Barnard College de l'Université de Columbia, le projet « Reacting to the Past », fondé par Mark Carnes, propose aux étudiants de rejouer, ou plutôt de simuler des débats en classe à partir d'un travail

³⁴ *Littérature et Révolution* : <https://litrev.hypotheses.org/author/litrev>; *A Revolution in fiction* : <https://revolutioninfiction.wordpress.com/>.

académique sur les sources.³⁵ En performant l'archive, cette pédagogie permet tout d'abord aux étudiants de s'approprier des connaissances classiques grâce à une approche plus sensible et créative. Elle permet aussi de remettre en jeu la Révolution non comme un patrimoine figé, mais comme un héritage dont il est possible, ou non, de faire usage : en faisant surgir une parole politique, les étudiants questionnent le passé, mais aussi le présent. Ils éprouvent leur capacité à penser de manière autonome et se donnent les outils pour agir collectivement. De son côté, Martial Poirson nous rappelle combien la culture matérielle inspirée par la mémoire de la Révolution française peut non seulement devenir un objet d'études, mais aussi une inépuisable source de questionnement : avec du faux, ce folklore et ces avatars disent quelque chose de profondément vrai sur la Révolution française et ses appropriations populaires, mais aussi sur le foisonnement de l'histoire, hors des mondes savants. C'est particulièrement le cas sur internet et dans les mondes digitaux que Martial Poirson décrit comme de possibles nouveaux territoires pour l'histoire universitaire. À partir de son expérience personnelle, Sophie Wahnich explique quant à elle pourquoi l'écriture de chroniques dans la presse aide à remettre la Révolution française et son histoire comme outil critique du présent. Enfin, dans un entretien, Pierre Schoeller, auteur du récent film *Un peuple et son roi* (2018) et qui a travaillé avec plusieurs historiennes et historiens (Michel Biard, Arlette Farge, Timothy Tackett, Sophie Wahnich et moi-même), raconte ce que peut le cinéma en matière d'histoire et comment, par l'image animée, la Révolution française peut être remise à l'ordre du jour comme une source d'émancipation.

Alors, plutôt que de rituellement souffler en cette année 2019 les 230 bougies de la Révolution française, plutôt, donc, que de faire comme d'habitude, faisons donc en sorte de lui souhaiter, cette fois et tous les autres jours à venir, un joyeux non-anniversaire, a *happy un-birthday* comme le proposait Lewis Carroll en 1865 dans *De l'autre côté du miroir*. C'est à cette condition, c'est en rompant avec le régime commémoratif de l'histoire que nous réussirons à actionner les ressorts du temps et à questionner à nouveaux frais un événement que les anniversaires, les célébrations et les hommages ont quelque peu usé. Ce n'est qu'en finissant tout-à-fait de dépatrimonialiser l'histoire académique de la Révolution française que nous parviendrons à mieux donner sa chance à l'événement, au sens temporel et moral du terme, c'est-à-dire à le recharger, non pas forcément pour souhaiter son retour tel quel, ni pour se féliciter de sa survie, mais pour en refaire un outil de réflexion et d'action pour demain. En un mot, pour le faire exister en tant qu'événement, et non comme totem. Face aux poisons identitaires et aux vagues nationalistes qui menacent, devant le sentiment d'impuissance qui submerge aujourd'hui les populations les plus fragiles, l'histoire de la Révolution peut aider à la réappropriation collective du passé et du présent. C'est en partie en ouvrant l'histoire académique au monde social, à la fois dans les modes d'enquête et de transmission, que nous réussirons, peut-être, à regagner du terrain et à faire de la Révolution française un principe actif de la vie collective.

Guillaume Mazeau

Université Paris-1 Panthéon Sorbonne (Centre d'histoire du XIXe siècle) et Institut d'histoire du Temps Présent

³⁵ Expérience notamment mentionnée dans Quentin Deluermoz et Pierre Singaravelou, *Pour une histoire des possibles*, Paris, Seuil, 2016.

H-France Salon

ISSN 2150-4873

Copyright © 2019 by the H-France, all rights reserved.